Quels sont les autres avantages de l’engagement en faveur des juifs de la diaspora ?

Par Sacha Wigdorovits

La semaine dernière, j’ai été fortement irrité par les étudiants juifs de l’université de Zurich – et j’ai aussi eu honte pour eux. Ils ont assisté impuissants à l’invitation par leurs camarades pro-palestiniens d’un activiste arabe antisémite bien connu pour un « cours ».

Une fois de plus, je me suis posé la question suivante : « A quoi sert-il encore de s’engager pour les Juifs de la diaspora ? » Alors que nombre d’entre eux ne se défendent absolument pas contre le fait qu’ils sont de plus en plus souvent et bruyamment discriminés en toute impunité, injustement cloués au pilori et même, dans le pire des cas, agressés physiquement. Dans d’autres pays européens, la situation est encore plus grave qu’en Suisse.

D’un point de vue moral, il est clair que nous, Juifs, devons combattre cette tendance. L’antisémitisme est une discrimination inacceptable et une remise en question de notre vie juive, qui nous blesse non seulement nous-mêmes, mais aussi les valeurs fondamentales de notre société. Mais pas seulement les valeurs, mais aussi le droit en vigueur qui se fonde sur ces valeurs, comme la norme pénale antiraciste CP ^{261bis}.

De plus, nous ne sommes pas seuls à mener ce combat. Nous sommes soutenus par de nombreux hommes et femmes politiques – pour la plupart de la classe moyenne – qui ne sont pas juifs. Et aussi par de nombreux citoyens non juifs qui s’engagent pour nous. Il serait honteux de les laisser se battre pour nous sans mener ce combat nous-mêmes.

Mais nous ne devons pas fermer les yeux sur les faits : En Europe, l’avenir est sombre pour nous, les Juifs. Ce n’est pas du catastrophisme, c’est une question d’évolution démographique. Concrètement, c’est la conséquence des millions de musulmans qui ont migré vers l’Europe au cours des dernières décennies. Ceux-ci sont en grande partie antisémites.

L’appel à l’extermination des juifs y est aussi central que la revendication d’un État palestinien (« from the river to the sea », c’est-à-dire sans Israël). Mais des sondages internationaux représentatifs, comme ceux de l’Anti-Defamation League ADL, confirment également l’antisémitisme largement répandu parmi les musulmans.

Prise isolément, cette menace serait gérable. Mais plus le temps passe, plus les musulmans (judéophobes) deviennent un électorat potentiel attractif en Europe. La France insoumise du populiste de gauche Jean-Luc Mèlenchon est le premier parti à l’avoir compris, et donc à miser systématiquement sur l’antisémitisme. En Angleterre, le parti des Verts a également compris que l’antisémitisme permettait de gagner des électeurs.

Les partis socialiste et vert suisses n’en sont certes pas encore là. Mais en raison de leur position anticapitaliste et anticolonialiste, ils ferment les deux yeux sur « l’antisionisme » (= antisémitisme) islamique dans nos rues. C’est aussi une façon de se recommander aux électeurs musulmans.

Il est vrai qu’à l’heure actuelle, dans toute l’Europe, seuls quelques partis politiques gèrent l’antisémitisme comme un argument électoral attractif, par simple calcul – ou par conviction intime. Mais comme l’auteur français Michel Houellenbecq l’a diagnostiqué dans son best-seller « Soumission » paru en 2015, l’islamisation est une tendance. Pas seulement en France, comme le dit Houellenbecq, mais dans une grande partie de l’Europe. Tôt ou tard, elle le sera aussi en Suisse.

En 1896, Theodor Herzl a déclaré dans « L’État juif » comment les Juifs européens devaient faire face à l’antisémitisme : En faisant leurs valises et en s’installant dans l’État juif. Lorsque Herzl a fait cette recommandation, cet « État juif » n’existait pas encore. Aujourd’hui, grâce à Israël, les choses ont changé.

Cela conduit à une situation paradoxale : pour nous, Juifs de la diaspora, l’antisémitisme de plus en plus virulent est certes un problème, mais pour Israël, c’est une bénédiction. En effet, il constitue la meilleure incitation à l’aliyah (émigration vers Israël). Et Israël, s’il veut rester un État de droit moderne et une place économique prospère, a un besoin urgent de Juifs européens : bien formés, démocratiques, humanistes.

Cela vaut-il encore la peine de se battre pour les Juifs de la diaspora ? Compte tenu de l’évolution démographique et politique en Europe et du point de vue d’Israël, non. Mais nous devons quand même le faire. Pour nous-mêmes – et pour notre société libérale et démocratique, que nous ne pouvons pas laisser une fois de plus aux mains d’extrémistes fanatiques. Car leur fanatisme ne s’arrête pas à nous, les Juifs.

Ce commentaire a d’abord été publié dans l’hebdomadaire juif Tachles.

Sacha Wigdorovits est président de l’association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l’histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l’université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.